

## **Convention de création du groupement d'intérêt scientifique (GIS)**

### **« Religions - pratiques, textes, pouvoirs »**

#### **ENTRE**

Le Centre national de la recherche scientifique, établissement public à caractère scientifique et technologique, N° SIREN 180 089 013, sis 3 rue Michel-Ange, 75794 PARIS cedex 16, représenté par Monsieur Antoine PETIT, son Président-Directeur général, lequel a délégué sa signature pour la présente convention à Monsieur Frédéric FAURE, Délégué régional de la Délégation régionale Rhône-Auvergne,

ci-après désigné « CNRS »,

#### **ET**

L'Ecole des hautes études en sciences sociales, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 190-198 avenue de France, 75013 Paris, représentée par Monsieur Christophe PROCHASSON, son Président,

ci-après désignée « EHESS »,

#### **ET**

L'Ecole pratique des hautes études, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 4-14 rue Ferrus, 75013 Paris, représentée par Monsieur Hubert BOST, son Président,

ci-après désignée « EPHE »,

#### **ET**

L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 12 place du Panthéon, 75231 Paris cedex 05, représentée par Monsieur Georges HADDAD, son Président,

ci-après désignée « Université Paris 1 » ;

#### **ET**

L'Université Paris Diderot-Paris 7, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise « Les Grands Moulins » - 5, rue Thomas Mann - 75205 PARIS CEDEX 13, représentée par sa Présidente Madame Christine CLERICI,

ci-après désignée « Université Paris 7 » ;

#### **ET**

L'Université Paris-Sorbonne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue Victor Cousin 75230 PARIS cedex 05, représentée par Monsieur Jean CHAMBAZ, son Président,

ci-après désignée « Université Paris 4 »,

**ET**

L'Université de Lille, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 42 rue Paul Duez, 59800 Lille, représentée par Monsieur Jean-Christophe CAMART, son Président,

**ET**

L'Université de Strasbourg, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 4 rue Blaise Pascal, CS 90032, 67081 Strasbourg cedex, représentée par Monsieur Michel DENEKEN, son Président,

**ET**

L'Université Lumière – Lyon-II, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est 18 quai Claude Bernard, 69007 Lyon, représenté par Madame Nathalie DOMPNIER, sa Présidente,

ci-après désignée « Université Lyon 2 »,

**ET**

La Fondation nationale des Sciences politiques, fondation de droit privé, domiciliée au 27 rue Saint-Guillaume, 75007 PARIS, investie en vertu des dispositions de l'article 74 de la loi du 2 juillet 1998 de la gestion administrative et financière de l'Institut d'Etudes politiques de Paris, étant rappelé que les deux entités sont rassemblées sous la désignation « Sciences Po », représentée par son Directeur, Monsieur Frédéric MION,

ci-après désignée « Sciences Po »,

**ET**

L'Université Jean Monnet Saint-Etienne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 34, rue Francis Baulier, 42023 SAINT-ETIENNE CEDEX 02, représentée par Madame Michèle COTTIER, sa Présidente,

ci-après désignée « Université Jean Monnet »,

**ET**

L'Ecole normale supérieure de Lyon, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 15 parvis René Descartes, BP 7000, 69342 Lyon cedex 07, représentée par Monsieur Jean-François PINTON, son Président,

ci-après désignée « ENS Lyon »,

**ET**

L'Université Clermont Auvergne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel sis 49 boulevard François Mitterrand, 63000 CLERMONT-FERRAND, représentée par son Président, Monsieur Mathias Bernard,

ci-après désignée « UCA »,

**ET**

L'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé 1 rue de l'Université, 69007 LYON, représentée par M. Jacques COMBY, son Président,

ci-après désignée « Université Lyon 3 »,

**ET**

L'Université Grenoble Alpes, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sis 621 avenue Centrale, 38400 Saint Martin d'Hères, représenté par Monsieur Patrick LEVY, son Président,

ci-après désignée « UGA »,

**ET**

L'Université Toulouse – Jean Jaurès, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sis 5 allées Antonio Machado, 31058 CEDEX 9 Toulouse, représenté par Monsieur Richard LAGANIER, son Administrateur provisoire,

**ET**

L'Université de Lorraine, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sis 34 cours Léopold, 54001 NANCY Cedex, représenté par Monsieur Pierre MUTZENHARDT, son Président,

**ET**

Le Collège de France, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sis 11 place Marcelin Berthelot, 75005 PARIS, représenté par Monsieur Alain PROCHIANTZ, son Administrateur,

**ET**

L'Institut National des Langues et Civilisations Orientales, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sis 65 rue des Grands Moulins, 75013 PARIS, représenté par Madame Manuelle FRANCK, sa Présidente,

ci-après désigné par l'« INALCO »,

Ci-après désignés individuellement « Partie » et conjointement « Parties » ;

Le CNRS, l'Université Paris 1, l'EPHE, l'EHESS et l'Université Paris 7 agissant tant en leurs noms propres qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°8210, « Anthropologie et Histoire des Mondes Antiques » (ANHIMA) ;

Le CNRS et Sciences Po agissant tant en leurs noms propres qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°7050, « Centre de recherches internationales (CERI) ;

Le CNRS et l'Université de Strasbourg agissant tant en leurs noms propres qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°7354, « Droit, religion, entreprise et société » (DRES) ;

Le CNRS et l'EPHE agissant tant en leurs noms propres qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°8582, « Groupe Sociétés, Religions, Laïcités » (GSRL) ;

Le CNRS, l'Université Jean Monnet, l'ENS Lyon, l'Université Lyon 2, l'UBP et l'Université Lyon 3 agissant tant en leurs noms propres qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°5317, « Institut d'Histoire des Représentations et des Idées dans les Modernités » (IHRIM) ;

Le CNRS, l'ENS Lyon, l'Université Lyon 2, l'Université Lyon 3 et l'UGA agissant tant en leurs noms propres qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°5190, « Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes » (LARHRA) ;

Le CNRS, l'Université Paris 4 et l'EPHE agissant tant en leurs noms propres qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°8584, « Laboratoire d'études sur les monothéismes » (LEM) ;

Le CNRS et l'EHESS agissant tant en leurs noms propres qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°8216, « Centre d'études en sciences sociales du religieux » (CESOR) ;

Le CNRS, l'Université Toulouse Jean Jaurès et l'EHESS agissant tant en leurs noms propres qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°5193, « Laboratoire interdisciplinaire solidarités, sociétés et territoires » (LISST) ;

L'Université de Lille agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'équipe d'accueil n°4074, « Centre d'études en civilisations, langues et lettres étrangères » (CECILLE) ;

L'Université de Strasbourg agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'équipe d'accueil n°4378, « Théologie protestante » ;

L'Université de Lorraine agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'équipe d'accueil n°3945, « Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire » (CRULH) ;

Le CNRS, le Collège de France et l'EHESS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°7130, « Laboratoire d'anthropologie sociale » (LAS) ;

L'INALCO agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'équipe d'accueil n°4090, « Centre de recherches Moyen-orient Méditerranée » (CERMOM) ;

L'Université de Lille et le CNRS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de :

- l'unité mixte de recherche n°8164, « Histoire, archéologie, littératures des mondes anciens » (HALMA) ;
- l'unité mixte de recherche n°8529, « Institut de recherches historiques du septentrion » (IRHIS) ;

**Considérant que**, en France, il existe une longue tradition originale de recherche sur les religions et la laïcité ; qu'elle se compose d'un ensemble de travaux vaste et déjà très riche : les pratiques, les croyances, les institutions, les textes relatifs au religieux ou à telle ou telle religion sont traités à différents temps de l'histoire, à différentes échelles temporelles et spatiales ;

**Considérant que** si les chercheurs français sont reconnus dans leur propre champ scientifique, la « recherche en France », en tant que telle, ne parvient pas à être visible, ou pas assez ; qu'au niveau national, par exemple, en réponse à une sollicitation politique liée à l'actualité, le rapport de l'alliance ATHENA, Recherches sur les radicalisations, les formes de violence qui en résultent et la manière dont les sociétés les préviennent et s'en protègent, a permis de mettre en évidence le grand nombre de recherches réalisées depuis une quinzaine d'années sur les thématiques de la marginalisation sociale, de la situation de la jeunesse dans les banlieues, de la pratique de l'Islam et de ses relations à la citoyenneté et à la République... et leur invisibilité relative au-delà de la communauté scientifique ; que ce manque de visibilité vaut également au niveau international ;

**Considérant que**, en outre, de façon générale, les cloisonnements sont encore trop fréquents, notamment entre sciences sociales et approches textuelles ; que le champ « religieux », qui engloberait l'ensemble des disciplines, peine à émerger dans notre paysage scientifique et institutionnel ; qu'il y a une certaine méconnaissance entre disciplines et peu de coordination entre équipes ;

**Considérant que**, enfin, il existe des pans de recherche à constituer ou à dynamiser : par exemple, le travail de bilan mené par l'alliance ATHENA pré-cité permet de mettre en évidence la quasi-disparition de l'enseignement sur l'islam à l'université (droit, philosophie, histoire et anthropologie de l'islam) ;

**Considérant que**, dans un contexte contemporain où nombre de sociétés sont marquées par un réinvestissement du champ religieux, souvent en dehors des Églises classiques, une interrogation par l'ensemble de la société de ce qu'est le « fait religieux » et, en France du moins, une forte affirmation d'une volonté de laïcisation de l'espace public social sont prégnantes ; que, dès lors, le développement d'une recherche de premier plan, visible au plan international et pluridisciplinaire est indispensable ; que la constitution d'un groupement d'intérêt scientifique visant la création d'un espace de collaboration, de dialogue et de travail en synergie entend répondre à ce besoin.

**Les Parties conviennent de ce qui suit :**

## **Article 1 – Définition du GIS**

### **1.1 Objet**

Il est créé entre les Parties un groupement d'intérêt scientifique (GIS) intitulé : « Religions - pratiques, textes, pouvoirs », dont l'objet est, du point de vue scientifique, de proposer de privilégier des approches qui envisagent les phénomènes sur le temps long et favorisent une réflexion interdisciplinaire effective et des approches transversales. Cette option part d'un constat : la diversité, dans le temps et l'espace, des références faites à une religion pour rendre compte d'une pratique, d'une action, d'une orientation normative, etc., individuelle ou collective.

Pour en éclairer le sens, il paraît tout d'abord essentiel de promouvoir une étude des textes religieux, de leurs langues propres et de leurs modalités de circulation et de diffusion. Il s'agit de les aborder dans toute leur diversité, sans négliger leurs interactions, et dans des aires culturelles



diversifiées (le Moyen Orient mais aussi l'Asie et la zone euro-atlantique). Cet aspect permet de ne pas laisser l'actualité dicter un agenda scientifique, tout en éclairant cette dernière à la lumière de travaux qui mettent les phénomènes observés et leurs articulations en perspective, dans le temps et l'espace.

Cela exige, par ailleurs, de promouvoir un décloisonnement systématique des approches disciplinaires dans leurs analyses des dimensions confessionnelles/culturelles des faits religieux, dans une perspective de confrontation, de reconnaissance et d'articulation des apports propres à chaque discipline.

Il s'agit de travailler à partir de prismes complémentaires, en refusant la tendance à séparer les modes d'approches du religieux, très notable dans le champ des études relatives à l'Islam, mais présente ailleurs aussi : histoire doctrinale/sociologie ; étude des systèmes de sens/analyse des pratiques des acteurs. Dans cette perspective, plusieurs prismes de recherche sont à écarter : limitation au trois monothéismes (dont la répartition en grandes « unités » est elle-même très relative) ; limitation à des espaces, des contextes, des phénomènes qui concentrent l'attention en raison de l'actualité ; limitation aux formes d'expression les plus spectaculaires et politiquement dangereuses de la croyance, de l'adhésion, de la revendication d'une religion au détriment de pratiques plus ordinaires, structurelles et invisibles ; dissociation de l'étude des rites et des pratiques religieuses de celle des corps de croyance et de symboles auxquels ils renvoient, comme des contextes spécifiques locaux, nationaux et transnationaux dans lesquels ils s'ancrent.

Six thématiques majeures seront abordées de façon privilégiée dans ce GIS :

1. Croyances, représentations et pratiques quotidiennes des acteurs sociaux ;
2. Le rôle politique des religions ;
3. Devenir des confessions et des pratiques religieuses dans un monde pluraliste et globalisé ;
4. Croyances religieuses et dimensions économiques de la société ;
5. Production et circulation des textes ;
6. Les espaces du religieux.

Le GIS s'attachera à promouvoir des actions communes, décloisonnées et pluridisciplinaires, de recherche sur ces thématiques, de manière à constituer et faire vivre un réseau de chercheuses/chercheurs, à proposer des aides aux jeunes chercheuses/chercheurs du domaine couvert, à développer la visibilité internationale des recherches sur le religieux menées en France et, enfin, à rédiger un livre blanc de la recherche présentant :

- L'état des forces en présence (recherche et enseignement) ;
- L'état des ressources : bibliothèques, revues, association ;
- Des essais sur l'état de la recherche dans un domaine ou champ disciplinaire spécifique.

L'objet du GIS est détaillé en annexe 1 à la présente convention.

## **1.2 Forme**

Le GIS ne constitue en aucun cas une autorité supérieure à celle des Parties. Il n'est pas une structure opérationnelle de recherche au sens de la réglementation du CNRS. Il n'a pas la personnalité morale.

## **1.3 Composition du GIS**

### ***1.3.1 Membres du G.I.S.***

Le GIS est formé des Parties.

D'autres établissements que les Parties peuvent adhérer au GIS. Leur adhésion est soumise à une décision unanime du comité directeur du GIS, ci-après défini. Toute nouvelle adhésion fera l'objet d'un avenant à la présente convention, signé par le nouvel adhérent, d'une part, et par le CNRS, d'autre part, auquel les Parties donnent mandat à cet effet. Cet avenant est, en tout état de cause, conforme au modèle figurant en annexe 2 à la présente convention.

L'activité du GIS est assurée par les laboratoires de recherche ou les structures dont la liste est jointe en annexe 3 à la présente convention. Cette liste peut être modifiée dans le seul cadre du comité directeur du GIS et par celui-ci, après avis des Parties, dès lors que la modification n'implique pas l'adhésion d'un nouvel établissement ou le retrait d'une Partie.

### ***1.3.2 Partenaires ponctuels***

Des organismes publics ou privés, concernés ou intéressés par les questions traitées par le GIS, peuvent participer à des actions spécifiques qu'ils ont décidé de soutenir ou auxquelles ils auront décidé de participer. Les modalités de ce partenariat sont définies par des conventions particulières conclues avec ces organismes au nom du GIS par l'une des Parties, mandatée à cet effet par les autres Parties. Ces conventions sont conclues dans le respect des conditions fixées à l'article 3.1.

## **Article 2 – Les instances du GIS**

Les organes de fonctionnement du GIS sont les suivants :

- le Comité Directeur ;
- le Conseil Scientifique ;
- le Directeur.

### **2.1 Le comité directeur**

#### ***2.1.1 Composition***

Il est créé un comité directeur du GIS, ci-après désigné le « Comité Directeur », qui réunit un représentant de chacune des Parties, désigné par elles.

Le Comité Directeur élit en son sein son.s.a président.e à la majorité simple des membres présents ou représentés, pour un mandat d'une durée de 30 mois, renouvelable.

Le directeur du GIS, ci-après désigné le « Directeur » et le.la président.e du conseil scientifique du GIS, ci-après désigné le « Conseil Scientifique », assistent aux réunions du Comité Directeur avec voix consultative.

Les fonctions des membres du Comité Directeur sont bénévoles.

#### ***2.1.2 Fonctionnement***

Le Comité Directeur se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son.s.a président.e, qui peut également le réunir à la demande de l'une des Parties ou du Directeur.

En sus des réunions formelles prévues à l'alinéa ci-dessus, le.la président.e peut consulter les membres du Comité Directeur par tout moyen de télécommunication que celui-ci aura approuvé.

Il délibère à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés, sous réserve des décisions décrites aux articles 1.3.1, 2.3, 3.3, 8.2 et 8.3.

Des personnalités extérieures au Comité Directeur peuvent être invitées à la demande du/de la président.e, du Directeur ou de l'un des membres du Comité Directeur, selon l'ordre du jour, à participer aux réunions de celui-ci en qualité d'experts avec voix consultative.

L'ordre du jour de chaque réunion du Comité Directeur est établi par le Directeur après consultation des membres du Comité Directeur et diffusé au minimum quinze jours avant la date de la réunion.

Le Directeur établit le compte rendu de chaque réunion et l'adresse aux membres du Comité Directeur pour approbation avant diffusion.

### ***2.1.3 Compétences***

Le Comité Directeur a notamment pour fonction de :

- décider des orientations scientifiques, des projets de recherche, des opérations spécifiques, des propositions d'actions pour le GIS, sur proposition du Conseil Scientifique et du Directeur ;
- discuter et approuver le programme annuel d'activité ;
- délibérer sur le budget prévisionnel et l'exécution du budget en fin d'exercice, en conformité avec les articles 3.2 et 3.3 de la présente convention ;
- veiller à l'utilisation optimale des moyens du GIS ;
- approuver l'éventuelle adhésion de nouveaux membres au GIS, en conformité avec l'article 1.3.1 de la présente convention ;
- proposer des modifications à apporter à la présente convention, celles-ci étant constatées par des avenants ;
- examiner le rapport d'activité prévu à l'article 6 ci-après, et l'avis du Conseil Scientifique sur celui-ci.

## **2.2 Le Conseil Scientifique**

### ***2.2.1 Composition***

Il est créé un Conseil Scientifique qui se compose de 20 personnalités scientifiques reconnues dans les diverses disciplines concernées par l'activité du GIS, relevant des Parties ou non, toutes désignées par le Comité Directeur, sur proposition du Directeur.

Ces membres ont un mandat d'une durée de cinq (5) ans, renouvelable.

Le Conseil Scientifique élit en son sein, à la majorité simple, son/sa président.e pour une durée de cinq (5) ans, renouvelable.

Le Directeur participe aux réunions du Conseil Scientifique avec voix consultative.

Les fonctions de membre du Conseil Scientifique sont bénévoles.

### ***2.2.2 Fonctionnement***

Le Conseil Scientifique se réunit au moins quatre fois par an sur convocation de son/sa président.e ou du Directeur.

### ***2.2.3 Compétences***



Le Conseil Scientifique est un organe consultatif, garant de la pertinence et de la qualité scientifique des activités du GIS.

Le Conseil Scientifique fait des propositions d'actions, présente des recommandations sur les orientations scientifiques, étudie les programmes de recherche et les contrats à entreprendre, et les modalités de leur réalisation et examiner les résultats obtenus.

Le Conseil Scientifique étudie et donne son avis au Comité Directeur sur le rapport d'activité scientifique et financier élaboré par le GIS, tel que précisé à l'article 6 ci-après.

## **2.3 Le Directeur du GIS**

### ***2.3.1 Désignation***

Le Directeur est désigné d'un commun accord par les Parties, pour la durée de la présente convention. Son mandat peut être renouvelé une fois en cas de renouvellement du GIS.

Le Directeur peut être assisté, pour la durée de la présente convention, d'un.e ou de deux directeur(s).trice(s) adjoint.e(s). Le mandat du/de la/des directeur(s).trice(s) adjoint.e(s) peut être renouvelé une fois, en cas de renouvellement du GIS.

Leurs nominations figurent en annexe 5 à la présente convention.

### ***2.3.2 Compétences***

Le Directeur assure la responsabilité de la mise en œuvre des décisions du Comité Directeur et de l'utilisation des moyens mis à disposition du GIS.

A cette fin, il :

- coordonne l'activité des laboratoires de recherche listés en annexe 3 à la présente convention pour la mise en œuvre de l'objet du GIS ;
- est responsable de la mise en œuvre des orientations définies par le Comité Directeur et de l'utilisation des moyens mis à la disposition du GIS ;
- prépare et présente au Comité Directeur, pour approbation, le budget prévisionnel du GIS ;
- propose au Comité Directeur la représentation du GIS au sein de toute instance nationale ou internationale ayant à traiter de questions relevant des domaines de compétence du GIS ;
- prend en charge l'organisation de manifestations, la diffusion d'informations, la mise en place des relations entre les Parties et avec les partenaires visés à l'article 1.3.2 ;
- rapporte au Comité Directeur l'avancement des travaux de recherche et les résultats obtenus au sein du GIS ;
- adresse aux Parties un rapport annuel d'activité ;
- rédige le rapport d'activité scientifique et financier, tel que défini à l'article 6 ci-après, le présente au Conseil scientifique et le transmet au Comité Directeur ;
- assure l'interface entre le Comité Directeur et le Conseil Scientifique ;
- est responsable des procès verbaux des réunions du Comité Directeur et du Conseil scientifique ;
- prépare et présente le programme annuel d'activité au Comité Directeur.

## **Article 3 – Financement et gestion du GIS**

### **3.1. Financement**

Les ressources du GIS sont constituées par des moyens en nature (personnels, locaux, équipement, etc.) et des moyens financiers que chacune des Parties alloue au GIS, à l'exception de l'Université Lyon 2, qui contribue aux ressources du GIS par l'affectation d'un personnel administratif de catégorie A à temps plein et d'un bureau.

Les moyens financiers sont précisés en annexe 4 à la présente convention et peuvent être actualisés par décision du Comité Directeur.

Des financements complémentaires peuvent être recherchés auprès de tiers. Les contrats ou conventions conclus à cet effet sont signés par l'établissement gestionnaire, mandaté à cet effet par les autres Parties, au nom et pour le compte de celles-ci.

### **3.2. Gestion**

#### ***3.2.1. Moyens propres mis en œuvre directement par les Parties***

Chaque Partie gère directement les moyens propres, humains ou matériels, qu'elle mobilise pour les besoins du GIS.

#### ***3.2.2 Moyens mis en commun***

Les Parties mettent également à la disposition du GIS, annuellement, des moyens financiers pour financer des dépenses ou des actions communes à engager dans le cadre du GIS, sous réserve de l'exercice du droit de retrait prévu à l'article 8.1, et selon les modalités ci-après.

La gestion des moyens financiers mis en commun par les Parties est confiée au CNRS, désigné établissement gestionnaire à cet effet et mandataire commun aux Parties.

Ce dernier agit en ce domaine pour le compte du GIS dans les limites de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses approuvé par le Comité Directeur et s'engage à tenir une comptabilité analytique correspondante. Il présente un rapport annuel de gestion devant le Comité Directeur.

Les moyens listés en annexe 4 à la présente convention n'étant pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ils sont mentionnés nets de taxes.

Ladite annexe peut être modifiée par le Comité Directeur et dans le cadre de celui-ci.

### **3.3 Décisions budgétaires**

Le budget prévisionnel et l'arrêté des comptes sont soumis à l'approbation unanime du Comité Directeur.

### **3.4 Domiciliation administrative**

La domiciliation du GIS est fixée, pour cinq (5) ans à dater de sa création, à l'adresse suivante :

Unité mixte de recherche n°5190  
Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA)  
14 avenue Marcelin Berthelot  
69363 Lyon cedex 07

**Article 4 – Communication d'informations, confidentialité, publications**

Chacune des Parties s'engage à transmettre aux autres Parties les informations nécessaires à l'exécution de la présente convention dans la mesure où elle peut le faire librement au regard des engagements contractés avec des tiers.

Chacune des Parties s'interdit de diffuser ou de communiquer à des tiers des informations qui lui auront été désignées comme confidentielles par la Partie dont elles proviennent et, dans ce cas, s'engage à ce que ces informations désignées comme confidentielles :

- ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel ayant à les connaître et ne soient utilisées par ces derniers que pour l'exécution de l'objet de la présente convention ;
- ne soient ni divulguées, ni susceptibles de l'être, soit directement, soit indirectement aux tiers ou à toute personne autre que celles mentionnées à l'alinéa ci-dessus, sans le consentement préalable et écrit de la Partie propriétaire ;
- ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, totalement ou partiellement, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées par la Partie de qui elles émanent et ce, de manière spécifique et par écrit.

Les obligations définies ci-dessus cessent de s'appliquer aux informations qui :

- sont dans le domaine public ou qui y tombent autrement que par le fait de la Partie destinataire de l'information ;
- sont déjà en la possession de la Partie destinataire à la date de leur communication ou lui sont ultérieurement communiquées par des tiers non tenus au secret.

Il est expressément convenu que la divulgation par les Parties, entre elles, d'informations au titre de la présente convention ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant, de manière expresse ou implicite, à la Partie qui les reçoit, un droit quelconque (au terme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les matières, les interventions ou les découvertes auxquelles se rapportent ces informations.

Les publications et communications des études accomplies dans le cadre de la présente convention font apparaître le nom du GIS et le lien avec les Parties.

Le portail Internet élaboré par les Parties dans le cadre de la présente convention, et conformément à l'annexe 1 de celle-ci, fait apparaître l'intitulé du GIS et le lien de celui-ci avec les Parties.

Pendant la durée de la présente convention et les deux ans qui suivent, chaque Partie s'engage à soumettre ses éventuels projets de diffusion pour les publications issues des travaux du GIS à l'accord des autres Parties. Si la Partie qui soumet ne reçoit pas une réponse dans les trente (30) jours après la réception du projet de publication ou de présentation, elle peut procéder à sa publication ou présentation.

Au cas où une invention potentiellement brevetable serait identifiée dans un manuscrit pour publication ou présentation, les Parties conviennent que la publication de ce manuscrit peut être retardée pendant un délai ne pouvant pas excéder dix-huit (18) mois à partir de la date où la publication du manuscrit est soumise pour avis, afin de permettre le dépôt approprié d'une demande de brevet sur cette invention. Durant ce délai, le dépôt d'une demande de brevet est préparé ou la décision de ne pas déposer un tel brevet est prise.

Les dispositions du présent article ne peuvent faire obstacle à l'obligation qui incombe aux personnels impliqués d'établir leur rapport annuel d'activité pour la Partie dont ils relèvent, cette communication à usage interne ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle.

## **Article 5 – Propriété, protection et exploitation des résultats**

On entend par « Résultats issus du GIS » toutes les connaissances issues de travaux du GIS et susceptibles ou non d'être protégées au titre de la propriété intellectuelle, y compris les bases de données, les logiciels, ainsi que le savoir-faire.

### **5.1 Connaissances non issues du GIS**

Chacune des Parties conserve la propriété exclusive des résultats des travaux, brevetés ou non, du savoir-faire, des connaissances et des droits de propriété intellectuelle lui appartenant, développés ou acquis antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention ou indépendamment de celle-ci.

Sous réserve des droits des tiers, chacune des Parties dispose d'un droit d'usage non exclusif, non transférable sur les résultats, brevetés ou non, savoir-faire et connaissances visés au précédent alinéa et nécessaires à l'accomplissement de l'objet du GIS.

### **5.2 Résultats issus du GIS**

Les résultats issus du GIS sont réputés être la copropriété à parts égales des Parties ayant participé à leur obtention.

Dans le cas où des résultats issus du GIS seraient générés en partie par le personnel d'une structure commune de recherche (de type « UMR »), les tutelles de ladite structure seront considérées comme une seule Partie copropriétaire. Il est entendu que lesdites tutelles feront leur affaire de la répartition entre elles de la quote-part de copropriété qui leur est attribuée, conformément à la convention régissant la structure.

Dans le cas où les résultats issus du GIS seraient valorisables, l'une des Parties copropriétaires sera désignée maître d'œuvre de la valorisation pour le compte des Parties copropriétaires et pourra confier à une société d'accélération du transfert de technologies, dont elle est actionnaire, la valorisation des résultats issus du GIS.

Les Parties propriétaires de résultats issus du GIS s'engagent à les mettre à la disposition des autres Parties, qui peuvent les utiliser librement pour leurs besoins de recherche, y compris dans le cadre de partenariats avec des tiers.

Les Parties excluent a priori toute exploitation commerciale des résultats issus du GIS.

Si toutefois l'une des Parties désire exploiter, directement ou indirectement, à des fins commerciales ou non, tout ou partie des résultats issus du GIS, les Parties copropriétaires définiront les conditions de cette exploitation. Le contrat déterminant les modalités d'exploitation de ces résultats précisera, notamment, la nature, l'objet et l'étendue du droit concédé, sous réserve des droits éventuels de tiers.

**Article 6 – Evaluation**

Tous les ans, le GIS présente un rapport d'activité scientifique et financier. Ce rapport, rédigé par le Directeur, est présenté au Conseil Scientifique pour information et avis, et transmis au Comité Directeur. Lors de la réunion du Comité Directeur suivant l'envoi du rapport, le Comité examine l'avis du Conseil Scientifique.

L'activité du GIS est évaluée régulièrement par les instances compétentes des Parties, selon les règles respectivement en vigueur dans ces organismes.

**Article 7 – Durée**

La présente convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Elle peut être renouvelée ou prorogée par voie d'avenant à la présente convention.

Nonobstant l'échéance ou la résiliation de la présente convention, les dispositions des articles 4 et 5 resteront en vigueur pour la durée qui leur est propre.

**Article 8 – Retrait, exclusion, résiliation, litiges****8.1 Retrait**

Une Partie peut se retirer du GIS à la fin de chaque exercice, avec un préavis de six mois dûment notifié à l'établissement gestionnaire du GIS par lettre recommandée avec avis de réception. L'exercice de cette faculté de retrait par une Partie ne la dispense pas de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet dudit retrait.

Nonobstant ce retrait, les dispositions des articles 4 et 5 resteront en vigueur pour la durée qui leur est propre.

**8.2 Exclusion**

Le Comité Directeur peut prononcer l'exclusion d'une des Parties en cas de manquement grave à l'une quelconque de ses obligations, après un préavis d'un mois notifié à cette Partie par lettre recommandée avec avis de réception précisant le motif d'exclusion. L'exclusion doit être votée à l'unanimité des membres présents ou représentés, la Partie concernée étant préalablement entendue et ne prenant pas part au vote.

Nonobstant l'exclusion, les dispositions des articles 4 et 5 resteront en vigueur pour la durée qui leur est propre.

**8.3 Résiliation**

La présente convention peut être résiliée par les Parties, après décision unanime des membres du Comité Directeur, convoqués sur un ordre du jour précisant que la résiliation est demandée.

**8.4 Litiges**

Pour toute difficulté susceptible de naître à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention, les Parties s'efforcent de régler leur différend à l'amiable. Si ce différend subsiste plus de six (6) mois, il est porté devant les juridictions compétentes de droit français.

Fait à Paris, en 19 (dix-neuf) exemplaires originaux



Pour le CNRS,  
Monsieur Frédéric FAURE,  
Délégué régional Rhône-Auvergne

Pour l'EHESS,  
Monsieur Christophe PROCHASSON,  
Président

Pour l'EPHE,  
Monsieur Hubert BOST,  
Président

Pour l'Université Paris 1,  
Monsieur Georges HADDAD,  
Président